

Réseau d'entraide

# Association A4 : « Ceux qui traversent la mer connaissent la terre »

Par [Association A4](#) , publié le 13 February 2023

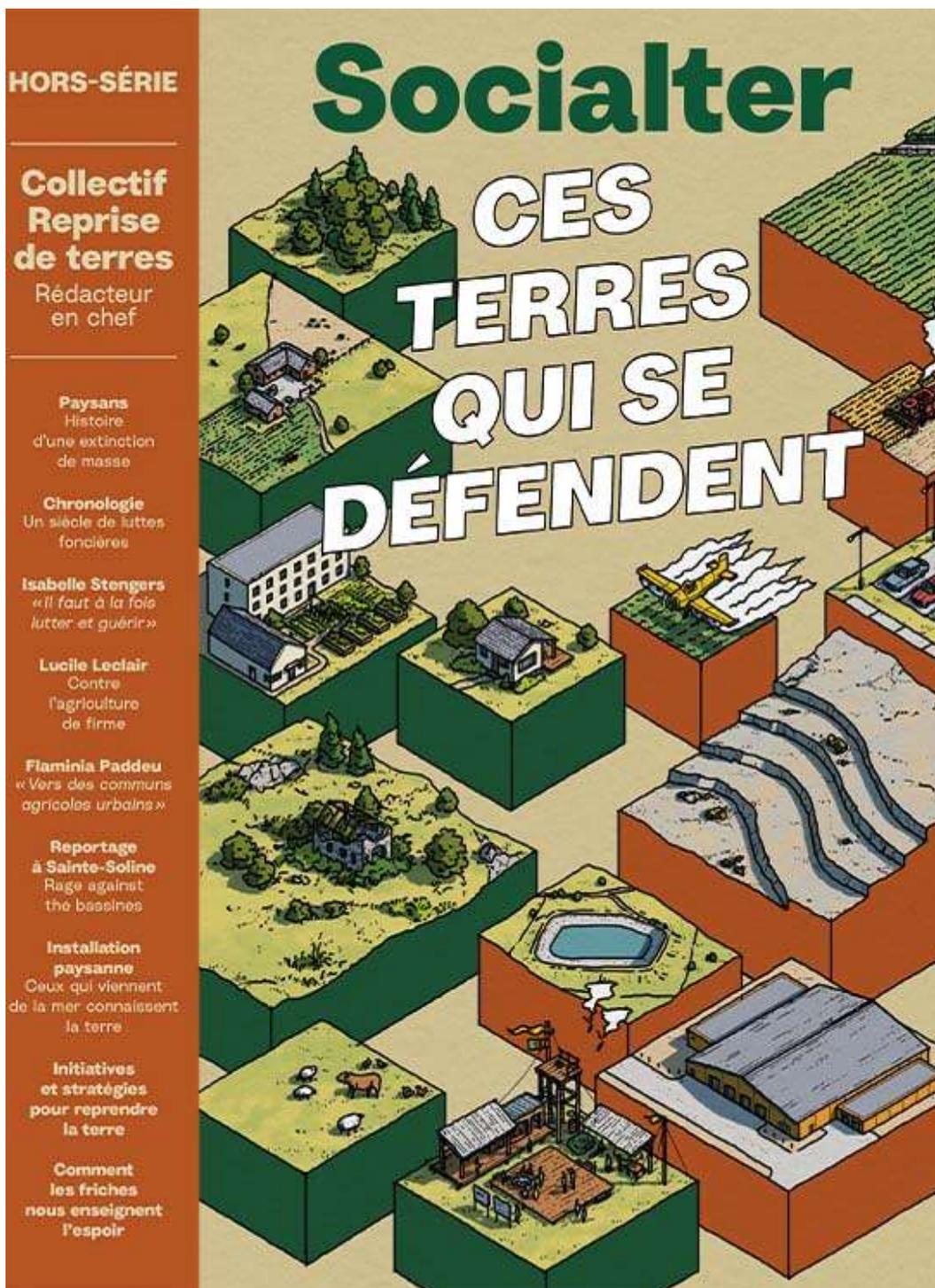


Illustration : Kévin Deneufchatel

Reprise de terres a permis la rencontre entre des personnes d'horizons différents, mais dont les intentions communes sont de mettre en lien des réseaux urbains et ruraux. De ces réunions est née l'Association accueil agricole et artisanal (A4), un réseau d'entraide au carrefour des luttes de l'immigration, de l'antiracisme, des luttes paysannes et écologistes. A4 relie paysan·nes, artisan·es et personnes avec des problèmes de papiers, afin de permettre à ces dernières de vivre de façon digne. Dans ces pages, ils et elles racontent leurs ambitions et témoignent des difficultés rencontrées.

Au printemps 2020, des espaces d'entraide et de solidarité ont émergé à la suite du confinement. Le Covid nous a rappelé la vulnérabilité d'un département comme la Seine-Saint-Denis, mais aussi la puissance des liens qui peuvent se constituer en situation de précarité. Ce contexte a favorisé le rapprochement de différents groupes militants sur les questions de l'alimentation, de l'accès à la terre, de l'agriculture vivrière, de la formation ou du travail agricole. Dans la foulée, une première rencontre à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes au printemps 2021, dans le cadre de Reprise de terres, a initié le processus de création de l'[Association accueil agricole et artisanal \(A4\)](#).

*Article issu de notre hors-série « Ces terres qui se défendent », [disponible en kiosque en février et sur notre site.](#)*



Initialement, l'axe « ville » de Reprise de terres avait orienté ses réflexions sur les luttes urbaines autour des jardins et des terres en ville. Des membres de l'association A4 furent invités à exposer leurs réflexions, ouvrant le champ de la réflexion aux questions plus larges des liens entre habitant·es des villes en situation de précarité et habitant·es des campagnes. Ce fut aussi l'occasion d'une première rencontre avec des paysan·nes de la ZAD – même si certains membres d'A4 y ont vécu et travaillé. Nous avons alors pu évoquer nos réalités et envies respectives : l'accès à la terre, les échanges de savoir-faire entre ici et là-bas, la complexité du travail en milieu agricole. Une question a immédiatement émergé : à quelles conditions des personnes en situation d'exil, n'ayant pour certain·es pas de papiers français, pourraient se former et travailler à la campagne ?

## **Paysan·nes, exilé·es : pour de nouvelles solidarités**

En ville, de nombreuses personnes avec des trajectoires migratoires sont contraintes d'accepter des boulots mal payés qu'elles n'ont pas envie de faire – BTP, ménage, sécurité, cuisine, etc. –, pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille au pays. Au-delà de la question du travail, il y a aussi le problème du logement. Vivre dans des squats par exemple, c'est faire face à la menace de l'expulsion et aux logiques de rénovation urbaine qui réduisent l'accès au logement digne. Dans les campagnes, un certain nombre d'entre nous a aussi eu des expériences compliquées. Il est souvent difficile d'y vivre à cause de l'isolement social et des contraintes liées aux déplacements, aux faibles opportunités d'emploi. Pour beaucoup de personnes en situation migratoire, il est inimaginable d'aller tenter sa chance à la campagne. Tout comme en ville, les risques d'exploitation existent et l'on peut se retrouver dans des situations de travail informel, avec les habituels chantages aux papiers et les menaces de dénonciation des voisins ou des employeurs en cas de conflit.

**« Venant souvent de familles paysannes, beaucoup de personnes exilées ont un rapport sensible à la terre. »**

De leur côté, les paysan·nes sont, pour certain·es, dans des situations difficiles : ils et elles doivent faire face à la perte de vocation pour les métiers agricoles ou artisanaux, à la déliquescence des appuis institutionnels, aux contraintes administratives et se retrouvent souvent dans une dépendance forte à l'égard du marché et des banques. Le départ en retraite d'un grand nombre de paysan·nes dans la prochaine décennie pourrait conduire à un agrandissement des surfaces de l'agro-industrie. Il nous a donc paru indispensable de construire un lien entre nos expériences, avec nos galères de papiers, de travail et de logement, et celles des paysan·nes avec leurs propres problèmes. En ligne de mire : devenir un véritable relais entre villes et campagnes, satisfaire les besoins d'installations paysannes et assurer un partage de compétences pour des personnes avec un parcours migratoire. Venant souvent de familles paysannes, beaucoup de personnes exilées ont en effet un rapport sensible à la terre.

Notre autonomie et notre émancipation passent par un combat contre l'accaparement des terres, ici et là-bas. Nous pensons que le travail peut être un vecteur d'émancipation, de solidarité et un moyen d'acquérir des savoir-faire. À terme, nous souhaitons faciliter les installations paysannes que ce soit en France ou ailleurs. Nous sommes donc à la recherche de paysan·nes et artisan·es prêts à accueillir ou employer, mais aussi de terres pour s'installer, de formations et de financements pour nos activités. Afin de favoriser l'accueil, notre association est fondée sur trois piliers : la formation, la rémunération et la régularisation.

**« Nous former ici pour récupérer ce qui nous appartient là-bas » -  
Backo, membre fondateur d'A4**

Le premier pilier, la formation, vise à acquérir des compétences agricoles ou artisanales afin de s'installer, travailler ou encore transmettre ces savoir-faire dans les pays d'origine. Il s'agit de penser à la fois pour ici et pour là-bas. Notre objectif est de mettre en relation, à l'échelle européenne, les possibilités offertes par les fermes visitées et les ambitions des membres d'A4. Il y a cependant des points de blocage à lever concernant le financement des formations. Par ailleurs, la circulation des savoirs doit aller dans les deux sens : de nouvelles techniques pourront faciliter l'accès au travail ou être transmises dans les pays d'origine, mais les pratiques agricoles traditionnelles des pays des Suds peuvent alimenter des réflexions paysannes sur l'agroécologie et les usages de l'eau liés aux sécheresses et changements climatiques en Europe.

**« Nous ne voulons plus assurer notre subsistance en sacrifiant notre autonomie et notre dignité. »**

La formation permet aussi de penser le retour au pays et la transmission de savoirs auprès des communautés d'origine. Dans les pays des Suds, l'accès à la formation peut se révéler complexe. Backo, un des membres fondateurs d'A4, a par exemple financé pour son frère au Mali une formation en permaculture coûtant 300 euros la journée, là où le salaire moyen est de 90 euros par mois. De plus, les pays des Suds sont soumis eux aussi à une prédation grandissante d'accaparement des terres et l'agro-industrie contrôle les semences. Comme le dit Backo : « A4, ce n'est pas juste une association, c'est une lutte : nous former ici pour récupérer ce qui nous appartient là-bas. J'ai peur que bientôt on n'ait plus de terres chez nous. »

**« Quand il y a du boulot, il n'est pas bien payé » - Backo**

La formation pourrait aussi nous donner des compétences afin de prétendre à de meilleures conditions de travail et de rémunération, le deuxième pilier de l'association. Un travail rémunéré est un moyen de débloquer des situations administratives souvent complexes. Dans le Limousin, nous avons constaté que la plupart des paysan·nes qui étaient enthousiastes pour nous accueillir avaient des fermes de petites surface, ne dégagant pas toujours suffisamment de revenus pour établir un contrat de travail, du moins à plein temps. Ceci implique que l'installation devra sans doute passer par la mise en œuvre de plusieurs activités en même temps (agriculture, artisanat, etc.). À cet égard, les fermes collectives que nous avons visitées, comme La Tournerie à Coussac-Bonneval, présentent des avantages : une plus grande variété d'activités et plus d'opportunités d'emploi, ainsi qu'une organisation collective du travail permettant de consacrer plus de temps à l'accueil et à la formation.

**« Quand t'as pas de papiers, tu peux même pas penser à ton avenir » - Habib, membre fondateur d'A4**

Le travail peut être un vecteur de régularisation, le troisième pilier de l'association. Le système de régularisation français est absurde : les personnes en situation dite irrégulière n'ont pas le droit de travailler, mais ne peuvent demander leur régularisation qu'après avoir travaillé pendant trois ans. Plusieurs membres d'A4 sont passés par des fermes industrielles en Andalousie et en France où ils ont fait l'expérience de l'exploitation du secteur agro-industriel, en situation de vulnérabilité parce qu'ils n'avaient pas les papiers nécessaires. Une exploitation dont il est difficile de sortir : à cause de l'isolement, de l'absence de recours juridique possible et face à l'absence de transmission liée aux tâches répétitives. Cela s'est confirmé aussi dans nos voyages d'enquêtes en Bretagne et en Provence. C'est une constante : nos situations administratives permettent de nous maintenir dans un état d'exploitation, dans des conditions de vie indignes.

**En finir avec les logiques en silo**

À la suite de ces constats, nous avons rédigé un protocole d'accueil dont l'objectif est de permettre de déterminer des lieux où nous souhaitons nous former, voire, à terme, nous installer ; et de nous mettre d'accord, avec les personnes qui nous accueillent/emploient, sur les engagements mutuels à suivre et les différents points d'attention. L'objectif est de gagner en autonomie dans les rapports de travail, être moins soumis aux abus et aux risques d'exploitation, et même de coconstruire les conditions d'une émancipation avec les lieux d'accueil. La réalisation de ces objectifs suppose une

organisation qui donne une place à chacun·e, d'égal à égal, mais en laissant l'initiative aux principaux concernés.

Dans notre collectif, qui compte un noyau dur d'une quarantaine de personnes situées en Île-de-France, en Bretagne, dans le Limousin, en Aveyron et en Isère, il y a d'anciens boulangers, des cultivateur·rices, des soudeurs, des membres d'associations d'éducation populaire déjà impliqués dans les questions agricoles ou alimentaires. Depuis les rencontres de Reprise de terres en août 2021, nous sommes allé·es visiter de nombreux lieux et territoires. Dans ces voyages se mêlent aussi d'autres envies individuelles et collectives : découvrir du pays, renforcer les liens dans le groupe, partager des expériences et des compétences, trouver des lieux pour s'installer, améliorer ses compétences linguistiques, rencontrer des personnes d'autres milieux. Et surtout, tenter de décroiser des mondes militants qui, même lorsqu'ils partagent un territoire commun, ne se rencontrent pas. Créer un réseau ne veut pas dire supplanter l'existant mais bien contribuer à renforcer le maillage de solidarité et d'entraide puisque nous sommes aux carrefours de plusieurs enjeux politiques.

### **Une méthode : la co-enquête ville-campagne**

L'installation suppose une étude approfondie des conditions d'un accueil décent. Trouver un environnement social acceptable et un travail rémunérateur suppose de bien connaître chaque ferme et son contexte. C'est la raison pour laquelle nous constituons patiemment notre réseau à partir d'enquêtes menées par les personnes qui souhaitent s'installer elles-mêmes. C'est un élément essentiel : seul·es celles et ceux qui veulent s'installer à la campagne connaissent véritablement leurs propres besoins et les risques liés à une vie isolée dans des mondes ruraux parfois très racistes. Le but de ces enquêtes est d'établir des relations fondées sur des besoins mutuels et une confiance partagée.

Nos enquêtes sont un moyen de transformation sociale basé sur une cartographie des lieux d'accueil. Elles permettent donc de décrire un environnement propice à l'accueil sur un territoire donné et de tisser des liens afin de préparer des coopérations futures. L'une des conditions du bon déroulement de ces voyages-enquêtes est de penser les à-côtés, de créer des moments de convivialité. Mais ils ont aussi pour fonction de briser les distinctions entre sachants et non-sachants qui structurent beaucoup d'organisations et de collectifs. On tient beaucoup à ce que les enquêtes se fassent ensemble, avec toute l'hétérogénéité du groupe, quel que soit le niveau de compréhension du français de chacun, quelle que soit la compréhension de la réalité administrative française. Enquêter ensemble est la clé d'une autonomie et d'une émancipation collective afin de limiter la division entre technique et politique. Mais nous ne voulons pas seulement briser les frontières entre sachants et nonsachants, nous voulons aussi briser les politiques de frontières nationales et favoriser la liberté de circulation et d'installation. Cette liberté implique de refuser le prosélytisme du retour à la terre en défendant la nécessité de quitter les villes. Comme le dit Habib : *« En fait, quand t'as pas de papiers, tu ne peux pas réfléchir à ce que tu as envie de faire, à la campagne ou à la ville, parce que ça prend tout l'espace dans ta tête... Attendre les papiers, être toujours en train de réfléchir, penser : "si je sors, je vais être contrôlé", la peur de se faire renvoyer... Quand t'as pas les papiers, ça occupe beaucoup d'espace quoi, ça empêche même d'apprendre le français. »*

## Un territoire d'élection

Il y a plusieurs types de frontières, il y a celles qui sont délimitées par l'exercice de pouvoirs violents qui contrôlent nos circulations. Mais il y a aussi les frontières intériorisées, les frontières qui nous traversent et qui nous empêchent de rêver. Pour Amine : *« Il y a des gens qui se disent : moi je ne peux pas penser au futur parce que demain... je sais pas si vais être renvoyé au bled. C'est mieux pour moi de ne pas rêver parce que si je construis des rêves, peut-être qu'ils vont se casser demain. J'attends quelque chose et finalement je vais être déçu. »* La liberté de circulation et d'installation, ce n'est pas seulement le fait de venir ici mais aussi de pouvoir choisir, une fois qu'on est arrivé, si on préfère être en ville ou à la campagne, choisir le territoire où on a envie de vivre et d'habiter. Il ne faudrait pas imaginer qu'être bloqué dans un centre d'accueil de demandeurs d'asile en milieu rural, sans attache et sans lien avec le boulot, ce serait mieux que d'être coincé entre le boulot et le squat dans une métropole. La liberté de circulation, c'est la liberté de bouger, d'aller de la ville à la campagne, du pays d'installation au pays d'origine. C'est pour cette raison que l'association essaye de s'implanter dans plusieurs territoires, pour lutter contre le jacobinisme qui centralise tout dans les grandes villes et à Paris et qui limite donc les possibilités de choisir son territoire d'élection.

Il nous reste beaucoup de chemin à parcourir : structurer l'association, améliorer notre protocole commun d'accueil afin de rassurer les collectifs d'accueil et les personnes accueillies en offrant à toutes et tous des garanties suffisantes, maintenir les liens avec les groupes que nous avons rencontrés, répondre aux nouvelles sollicitations... Et puis nous avons des rêves pour gagner en autonomie : créer notre propre ferme collective pour offrir des formations, assurer un peu de notre subsistance et permettre l'implantation de certain·es d'entre nous.

Au cours de nos voyages, nous constatons que les réalités des un·es font écho à celles des autres. Toutes nos expériences témoignent d'une précarité économique et administrative. C'est sur la base de constats partagés et de difficultés communes entre paysan·es, artisan·es et personnes avec des galères de papiers que nous pourrions construire une dynamique d'accueil d'égal à égal, basée sur l'entraide. Nous ne voulons pas de la charité, nous voulons établir des réseaux fondés sur des besoins mutuels. C'est une condition essentielle pour que le projet réussisse : que les personnes qui cherchent à se former et à s'installer ne soient pas vues comme de simples « bénéficiaires ».

A4 dessine des possibles face à la montée de l'extrême droite, à la déprise agricole et l'expansion de l'agro-industrie, aux bouleversements climatiques. Pour lutter contre le racisme systémique dont nous sommes l'objet, nous proposons d'autres manières de vivre et d'habiter à la campagne. Nous ne voulons plus assurer notre subsistance en sacrifiant notre autonomie et notre dignité. Nous avons l'ambition d'enrichir les mondes ruraux de nos savoirs et de nos expériences, car les solutions à la crise des campagnes passent également par nous et par notre solidarité.